

Larry Johnson : Trump va-t-il crier victoire face à l'Iran sans accord nucléaire ?

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Lisez Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Larry Johnson est avec nous aujourd'hui. Ancien analyste de la CIA, il a également travaillé au Bureau de la lutte antiterroriste du département d'État américain. J'invite aussi nos téléspectateurs à découvrir son travail sur Sonar 21. J'ai mis un lien dans la description. Donc oui, c'est toujours un plaisir de vous recevoir, Larry. Merci.

#Larry Johnson

Merci, Glenn. J'apprécie toujours l'invitation, mon ami.

#Glenn

Je vois maintenant que Trump affirme que non seulement le détroit d'Ormuz est complètement ouvert, mais qu'il est aussi sous contrôle américain. Je ne sais pas. J'imagine que tout le monde cherche à présenter les choses à son avantage, aujourd'hui, mais là, ça commence à devenir un peu excessif. Mais sur un autre sujet, on voit le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, affirmer que le détroit d'Ormuz lui-même n'aura plus d'importance d'ici deux ans, parce que tout le pétrole sera réacheminé par des oléoducs. À quel point est-ce réalisable ? Et qu'est-ce que cette idée ne prend pas en compte ? Et, pour élargir un peu la question, quel est aussi l'objectif de cette déclaration ? Est-ce qu'il s'agit de faire comme si le détroit d'Ormuz n'était plus important ? Est-ce que cela faciliterait un retrait des États-Unis ? Ou comment faut-il interpréter cela ?

#Larry Johnson

Eh bien, ce serait une chose si nous nous contentions d'observer le détachement de Donald Trump de la réalité. Vous savez, ces derniers mois, il y a eu des mèmes assez drôles à ce sujet. Vous vous

souvenez de celui où il est allongé sur le divan d'un psychiatre, tandis que le psychiatre est assis là et lui parle ? À ce moment-là, Trump prétendait qu'il discutait avec les Iraniens. Et le psychiatre lui dit : « Monsieur le Président, ces Iraniens avec qui vous parlez, ils sont dans la pièce avec nous en ce moment ? » Sous-entendant qu'il a affaire à des personnages mythiques, fantasmagoriques, qui n'existent pas. Maintenant, il dit : « Oh, le détroit d'Ormuz est grand ouvert. Nous le contrôlons. »

D'accord, mais si c'est ouvert et que vous le contrôlez, pourquoi y a-t-il une bataille avec l'Iran ? Enfin, il ne devrait pas y en avoir. Pourquoi bloquez-vous l'Iran ? Est-ce pour une autre raison ? Parce que, vous savez, officiellement, au départ, vous disiez bloquer l'Iran parce qu'ils fermaient le détroit d'Ormuz. Or, comme je l'ai dit, ce serait une chose si Donald Trump était seul à s'enfoncer dans ces absurdités délirantes. Mais ensuite, Scott Bessent intervient. En tant que secrétaire au Trésor, on pourrait penser qu'il est parfaitement informé des, disons, paramètres économiques qui régissent le golfe Persique. Oui, vingt à vingt-cinq pour cent de l'approvisionnement mondial en pétrole sort du golfe Persique.

Important. Mais ce n'est pas tout. Il y a le gaz naturel liquéfié, l'urée, le soufre et l'hélium, qui sont tous des matières premières essentielles aux processus industriels dans le monde entier. Aucun de ces produits ne peut être transporté par pipeline. C'est impossible. Donc, c'est comme si Bessent disait : « Oui, tant qu'on expédie le pétrole, on se moque de tout le reste. » Et les gens demandent : « Mais pourquoi l'hélium nous importe-t-il, par exemple ? » L'hélium, c'est... Je reprends à ma façon Ambrose Bierce, un vétéran de la guerre de Sécession au XIXe siècle aux États-Unis, journaliste réputé pour sa vision très acerbe, plutôt misanthrope, de l'humanité.

Et il disait que la guerre était la manière qu'avait Dieu d'enseigner la géographie aux Américains. Eh bien, à cause de cette guerre, j'ai maintenant appris ce que sont le gaz, le GNL, l'urée, le soufre, l'hélium, le pétrole, le brut doux, le brut acide. Et pour l'hélium, je ne le savais pas : c'est indispensable non seulement pour fabriquer des puces informatiques, mais aussi pour sceller les disques durs des ordinateurs. Et à cause de ça, le Qatar produisait, je crois, environ quarante pour cent — d'autres disent trente pour cent, mais les chiffres qui me semblent les plus exacts sont quarante pour cent — de l'approvisionnement mondial en hélium. Et cela est coupé. Tout d'un coup, les fabricants de puces informatiques, de disques durs et d'équipements d'IRM doivent payer plus cher, et les prix de tout ça commencent à grimper de façon spectaculaire.

Donc, encore une fois, ça revient à Bessent. Sauf que lui se concentre sur le pétrole, et il ignore aussi l'urée et le soufre, qui sont pourtant essentiels, entre autres, pour les engrais. Et le soufre joue un rôle important dans d'autres processus industriels. Alors, qu'est-ce que vous avez en tête, les gens ? Je pense qu'ils croient réellement pouvoir imposer un blocus à l'Iran pendant encore un ou deux ans, et que l'Iran finira par se rendre. Je vais vous dire une chose : l'économie occidentale ne tiendra pas aussi longtemps. Ce qu'ils observent en ce moment, c'est que nous sommes au beau milieu d'une récession mondiale. C'est simplement que les chiffres publiés ont parfois deux ou trois mois de retard. Le temps que nous obtenions ces chiffres, nous serons au bord d'une dépression, et pas seulement d'une récession.

#Glenn

J'ai lu un rapport selon lequel Washington pourrait passer des actions militaires à la pression économique. Mais comme vous le soulignez, les pressions économiques s'intensifient aussi sur les États-Unis et leurs alliés, et même sur l'ensemble de l'économie mondiale. Je ne suis donc pas sûr qu'il y ait le temps non plus pour ce type de pression économique prolongée. Et puis, cette pression supplémentaire implique aussi le recours à l'armée, par exemple à travers ce blocus. Il sera donc difficile de mener ce plan à bien. Mais cela revient à ce que je pensais. Il ne reste plus beaucoup de bonnes options aux États-Unis dans cette situation. Il n'y a pas d'option militaire convaincante, et le chemin vers la paix doit désormais, dans une certaine mesure, passer par le protocole d'accord. Mais je pense que, pour Trump aussi, c'est désormais trop douloureux.

Je veux dire, c'est lui qui, pendant des années, a violemment critiqué Obama pour le JCPOA, qui paraît aujourd'hui être un accord de rêve, et surtout pour avoir débloqué une partie des avoirs iraniens. Eh bien, si Trump veut choisir la paix dans cette affaire, il va devoir lever les sanctions. Il y a environ trois cents milliards de dollars de reconstruction pour l'Iran. Il doit mettre fin à toutes les guerres contre les alliés de l'Iran. Donc, il n'y a pas d'option militaire, et la paix aussi semble trop difficile à avaler pour Trump, surtout avant l'élection. Alors, y a-t-il une troisième option : que les États-Unis se retirent tout simplement ? Parce que lorsque j'ai entendu Scott Bessent dire, vous savez, qui se soucie du détroit d'Ormuz ?, c'est le genre de chose que je m'attendrais à entendre si l'on se préparait, une fois de plus, à se retirer. Il peut y avoir d'autres raisons. Mais pensez-vous qu'il soit possible que Trump fasse simplement ce qu'il a fait au Yémen, c'est-à-dire déclarer la victoire sur l'Iran et rentrer chez lui sans véritable accord ?

#Larry Johnson

Oui, non, absolument. Je pense que c'est au moins l'une des options sur la table : qu'il déclare simplement victoire et s'en aille. Il a reçu des encouragements en ce sens de la part de James Carafano, un haut responsable de la Heritage Foundation, l'un des principaux think tanks de Washington, ou soi-disant think tanks. Il a écrit un article qui félicite Trump pour sa victoire sur l'Iran. Donc voilà : vous avez gagné. Félicitations. Et Trump peut alors déclarer victoire et s'en aller. Le problème, c'est que les États-Unis vont devoir lever le blocus qu'ils ont désormais imposé à l'Iran.

Je ne pense pas que les États-Unis aient assez de navires pour imposer un blocus à cent pour cent. Mais ils en ont suffisamment pour perturber une partie du pétrole iranien qui sort du Golfe. Et donc, ici, ironiquement, en bloquant le flux de pétrole iranien venant du Golfe, les États-Unis aggravent une pénurie mondiale de pétrole, en particulier de ce pétrole à forte teneur en soufre, qu'on appelle le brut acide, qui vient du golfe Persique et d'Iran. La raison pour laquelle c'est si important, c'est que lorsqu'on construit une raffinerie de pétrole, il faut décider dès le départ : est-ce qu'on va utiliser cette raffinerie pour traiter du brut acide ou du brut doux ?

Car, selon votre réponse, on détermine concrètement comment construire cette raffinerie. Les principales raffineries se trouvent aujourd'hui dans quatre zones du globe : sur la côte du Golfe des États-Unis, dans le golfe du Mexique, le golfe de l'Amérique, en Inde, en Chine, puis au Japon et en Corée du Sud. Ce qui rend le Japon et la Corée du Sud si essentiels, c'est qu'ils tirent 90 % de leur pétrole du golfe Persique. Pour l'Inde et la Chine, c'est environ 50 %. La Chine peut facilement compenser ces 50 % avec du pétrole russe, tout comme l'Inde, dans une moindre mesure. Mais la situation n'est toujours pas dans une phase critique.

Cela dit, avec cette interruption de l'approvisionnement, ce n'est pas comme si la Russie ou un autre pays pouvait simplement augmenter sa production et combler le manque. Ça ne s'est pas produit. Cela signifie donc que le diesel et le carburant aviation issus des distillats moyens de ce pétrole brut acide sont en pénurie. Il y a une pénurie mondiale de diesel et de carburant aviation. Et chaque semaine qui passe, cette pénurie devient plus aiguë. Jusqu'à présent, les États-Unis ont essayé d'atténuer une partie de ce choc en puisant dans leur réserve stratégique de pétrole, comme l'ont fait d'autres pays, notamment le Japon. Mais ces réserves s'épuisent partout dans le monde.

Et en fait, les États-Unis approchent d'un niveau très critique où, s'ils essaient d'en extraire davantage, ils pourraient provoquer l'effondrement des cavernes de sel utilisées pour stocker le pétrole. Parce que, pour extraire le pétrole, on pompe de l'eau dans ces cavernes de sel. Et, vous savez, quand on mélange de l'eau et du sel, le sel se dissout. Donc, vous savez, il y a de vraies difficultés ici. Et à cela s'ajoute le fait que, même si le détroit d'Ormuz était totalement ouvert demain, que n'importe quel navire pouvait entrer et sortir librement, comme il le souhaite, les dégâts causés aux terminaux pétroliers, aux terminaux de GNL, aux installations de traitement, aux usines pétrochimiques sont si importants que le personnel qui serait normalement sur place pour réparer et /ou entretenir ces équipements, ce sont des sous-traitants américains.

Tous ces sous-traitants ont quitté la zone, parce que c'était beaucoup trop dangereux. Et les entrepôts où ils stockaient leur matériel de réparation et leurs pièces de rechange ont été détruits. Donc même si vous revenez sur place en disant : « Bon, eh bien, commençons les réparations », ce que je dis, c'est qu'il faudra des mois, et potentiellement un an ou davantage, avant de retrouver quoi que ce soit qui ressemble à un flux normal. Cela veut dire que toute cette pression économique négative liée aux pénuries — pénuries de diesel, de carburant aviation, de GNL, d'urée, de soufre et d'hélium — va perdurer. Et cela continuera d'avoir un effet négatif, dépressif, sur l'économie mondiale, pas seulement sur un seul pays.

#Glenn

Je pense toutefois que si les États-Unis décident maintenant de simplement se retirer — c'est-à-dire d'accepter de quitter le détroit d'Ormuz avec les Iraniens — ce serait une mauvaise chose. Mais, encore une fois, ce ne serait pas si grave si les Iraniens le laissent ouvert, si le commerce international peut continuer, si le pétrole et les autres ressources peuvent sortir. En revanche, si Trump décide de se retirer de tout ça tout en maintenant une partie du blocus pour faire pression

sur l'Iran, il semble peu probable que la situation change réellement. Car tout blocus est un acte de guerre, qui nécessiterait alors une riposte iranienne. On continuerait donc, plus ou moins, ce que l'on voit aujourd'hui, mais à une intensité moindre. Donc, si les États-Unis doivent se retirer, il faut aussi que les Iraniens rouvrent le détroit d'Ormuz. Mais les Iraniens ont clairement indiqué que les États-Unis devaient se comporter correctement avant qu'ils ne rouvrent le détroit d'Ormuz. Est-ce que cela revient à mettre en œuvre le protocole d'accord, ou comment interprétez-vous ce « bon comportement » ?

#Larry Johnson

Oui, non, en fait, c'est une prolongation du protocole d'accord, ou disons une mise à jour du protocole d'accord. J'ai vu cette information rapportée. Je ne peux pas vraiment la vérifier, mais si j'ai bien compris, au début de la fermeture du détroit d'Ormuz, la Chine a conclu, en coulisses, un accord avec les États-Unis : ne pas se précipiter pour acheter du pétrole sur le marché mondial, afin de limiter la pression sur les prix. Parce que si la Chine l'avait fait, ça aurait fortement accentué cette pression. Mais ensuite, après que les États-Unis se sont retirés du protocole d'accord, la Chine a dit : « Eh bien, merde alors. » Et donc, la Chine s'est mise à acheter du pétrole, ce qui pousse les prix à la hausse. Les États-Unis doivent donc faire face à ce défi.

Du point de vue iranien... ils sont revenus en disant : écoutez, si les États-Unis veulent recommencer, ils vont devoir remplir les conditions suivantes : cesser de nous menacer ; se retirer ; faire en sorte qu'Israël arrête la guerre au Liban, en Palestine, en Irak et au Yémen. Ces guerres doivent cesser. Cela implique notamment de dire à l'Arabie saoudite d'arrêter. Lever le blocus, lever les sanctions, restituer immédiatement les fonds gelés. Alors, le détroit d'Ormuz sera entièrement ouvert au commerce. Mais, là encore, dans le cadre des contraintes qu'a fixées l'Iran dans ses protocoles de l'Autorité du détroit du golfe Persique, à savoir que les navires doivent remplir une sorte de demande pour pouvoir traverser le détroit.

Il y a des informations aujourd'hui. J'ai vu Reuters, je crois, ou le Wall Street Journal, qui affirmaient que les discussions reprenaient de plus belle, avec Islamabad comme intermédiaire. J'ai vu ça et, attendez, je peux vous le dire, oui, nous avons reçu des mises à jour indiquant qu'il y a peut-être une part de vérité là-dedans. Mais la position de l'Iran s'est considérablement durcie. Donc cela peut être une nouvelle tentative de Trump de faire sa manipulation habituelle des marchés. « Oh, la paix est à portée de main. » La Bourse monte, le prix du pétrole baisse, puis soudain, l'instant d'après, nous lançons des frappes aériennes. Donc je pense que nous allons encore connaître plusieurs phases de hauts et de bas, d'avancées et de reculs. « Oh, nous avons un accord. » Non, nous n'avons pas d'accord.

Je crois qu'il y a eu une déclaration, hier soir, venant d'Iran, de la part de l'un des hauts responsables — je crois que c'était le conseiller de Ghalibaf, le président du Parlement — qui a dit : « Nous ne pouvons pas négocier avec Trump. C'est une perte de temps. Nous devons simplement attendre qu'il soit remplacé à la présidence. » Que ce soit parce qu'il est destitué, ou parce qu'il ne

peut pas se représenter à la prochaine élection. Mais je pense que l'Iran arrivait au point de se dire : « Nous perdons notre temps, nous parlons dans le vide. » Et la nomination du général Rezaei à ce poste élevé, comme conseiller principal de l'ayatollah au Conseil suprême de sécurité nationale, est un signal que la patience de l'Iran envers les négociations s'épuise.

#Glenn

Eh bien, certains des accords sur lesquels les Iraniens pourraient miser sont ceux qui n'impliquent pas les États-Unis. Parce que, comme vous l'avez dit, ils ne leur font pas vraiment confiance, et pour de bonnes raisons. Je vois maintenant Trump affirmer sur les réseaux sociaux que l'Iran n'a jamais évoqué de compensation dans les négociations ou les discussions. C'est donc très étrange que les Iraniens en demandent soudainement. D'où cela vient-il ? Mais là encore, il y a l'article 6 du protocole d'accord. Il indique clairement que les États-Unis et leurs alliés devraient mettre à disposition 300 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Iran.

Cela a donc forcément été évoqué dans la négociation, à moins qu'il ne s'agisse simplement d'un cadeau très généreux des États-Unis. Mais les Iraniens semblent miser sur la diplomatie avec Oman. Et bien sûr, Oman a certaines limites. La question est de savoir ce qu'il peut accepter sans le soutien des États-Unis. Mais les Iraniens affirment désormais être très proches d'un accord avec Oman. Comment voyez-vous cette évolution ? Est-ce que cela va changer quelque chose, ou est-ce que ce sera, au fond, aussi temporaire que les autres accords ?

#Larry Johnson

Ça ne va rien changer immédiatement. Ça va établir le cadre pour la suite. Donc, je pourrais voir l'Iran dire : d'accord, nous allons taxer chaque navire qui entre dans le golfe Persique. Chaque navire qui entre devra payer une taxe. Ensuite, si Oman veut les taxer à la sortie, c'est l'affaire d'Oman, mais ils sortiront par le chenal omanais. Je pourrais voir ça se produire. Je pense que l'Iran ne cherchera peut-être pas à faire coup double, à les taxer à l'entrée et à les taxer à la sortie. Donc, la réalité aujourd'hui, c'est que l'Iran s'est montré positif dans ses déclarations sur les négociations avec Oman, et ils pourraient très bien parvenir à un accord.

Mais l'acteur clé, dans tout ça, c'est : qu'est-ce que les États-Unis vont faire ? Vont-ils continuer à essayer de faire respecter ce blocus ? Je voudrais ajouter que, pendant que les États-Unis tentent d'imposer un blocus, le moral des marins américains à bord de ces navires qui le font respecter est absolument catastrophique. La nourriture est mauvaise. Ils ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin : produits d'hygiène, jours de repos, installations de douche, toilettes en état de marche, buanderies fonctionnelles. J'ai eu des échanges directs avec deux mères différentes : l'une est la mère d'un marin, l'autre la mère d'un Marine. Elles ne se connaissent pas. Je les ai rencontrées dans des contextes différents, à des endroits différents.

Mais tous les deux ont raconté la même chose : leurs fils étaient partis pour de longues missions en mer, ils avaient beaucoup perdu de poids, la nourriture qu'on leur donnait était terrible, insuffisante, etcétera. Alors, quand on voit ça — et ce ne sont pas seulement ces deux cas — on a d'autres témoignages, venant des familles des membres d'équipage de l'USS Abraham Lincoln, le porte-avions, qui étaient à San Diego avec le secrétaire à la Marine la semaine dernière. Et alors là, ils lui ont passé un sacré savon. Encore une fois, ils se plaignaient du manque de nourriture correcte, du manque de produits d'hygiène, du manque de services sanitaires de base. Donc voilà les États-Unis qui essaient d'imposer un blocus naval, alors qu'ils sont incapables de s'occuper correctement de leurs propres marins.

#Glenn

Eh bien, sur la possibilité que Trump se retire, qu'il abandonne tout simplement : l'une des principales raisons pour lesquelles il ne voudrait pas le faire, c'est que la dernière étape du protocole d'accord, ce sont les négociations sur le programme nucléaire iranien. Et je suppose qu'il voudrait obtenir un accord. Mais, bien sûr, il pourrait simplement revenir à l'ancienne rhétorique selon laquelle tout ce programme a été anéanti. Mais s'il veut vraiment aller au bout, pensez-vous qu'il reste encore une voie possible ? Je vois aussi qu'il veut maintenant conclure cet accord avec les Saoudiens, ce qui viendrait essentiellement perturber toute négociation avec l'Iran. Alors, comment lisez-vous cette situation ?

#Larry Johnson

Oui, c'est assez confus. Donc, si vous écoutez Trump, le détroit d'Ormuz est ouvert, d'accord ? Et les États-Unis le contrôlent, d'accord ? Alors, quel est le problème avec l'Iran ? Si le détroit d'Ormuz est ouvert et que les États-Unis le contrôlent, pourquoi l'Iran serait-il même pertinent ? Eh bien, nous connaissons la réponse : Trump ment. Donc, sur d'autres sujets, comme tenter de mettre fin à la guerre, tenter de se retirer, la seule façon pour que cela puisse finir par arriver, c'est que les États-Unis devront se confronter à la réalité et reconnaître quelle est la situation réelle sur le terrain, quelle est la situation réelle concernant l'Iran, et quelle est la situation avec les Saoudiens.

Et la semaine dernière, nous avons vu quelque chose de fascinant. J'appelle cela METO, l'Organisation du traité du Moyen-Orient, M-E-T-O. Mais on peut aussi l'appeler « Me Too », une nouvelle composante du mouvement Me Too. Et ce mouvement Me Too implique l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. Or, ces trois pays, avec l'Égypte, s'étaient déjà réunis en juin, au Caire. Et tout cela est intervenu à la suite de déclarations venues de Chine et de Russie. Poutine l'a dit en Russie. Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères chinois, l'a dit aussi. Tous deux l'ont déclaré après avoir rencontré le ministre iranien des Affaires étrangères, Araghchi : il fallait une nouvelle architecture de sécurité dans la région. Et c'était l'objectif de cette réunion au Caire.

D'une manière ou d'une autre, à l'issue de cette réunion, les trois autres ont décidé de ne pas inviter l'Égypte, ou bien l'Égypte a décidé de ne pas vouloir participer pour l'instant, quelle qu'en soit la raison. Mais lorsqu'ils se sont réunis à La Mecque la semaine dernière — la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan — cela avait une portée historique et religieuse symbolique. Parce que s'il s'était simplement agi d'un accord classique entre gouvernements, ils l'auraient signé à Riyad. Ils n'avaient pas besoin d'aller jusqu'à La Mecque. S'ils sont allés à La Mecque, c'est en raison de sa signification spirituelle dans le monde islamique. Et malgré les critiques initiales de certains parlementaires en Iran, les dirigeants iraniens, Ghalibaf et Araghchi, ont soutenu ce pacte.

Et même si certains ont supposé que cela pouvait être destiné à s'en prendre aux Yéménites, ou peut-être même à l'Iran, nous avons des preuves claires d'attaques yéménites contre l'Arabie saoudite. Après, vous savez, en septembre dernier, il y a eu un accord bilatéral entre les Saoudiens et le Pakistan : en gros, si quelqu'un vous attaque, on vous couvre. Eh bien, même après les attaques yéménites contre l'Arabie saoudite, le Pakistan n'a pas réagi et ne s'y est absolument pas impliqué. Et puis, nous avons vu de nouveau des attaques, après que les trois ont signé l'accord. En réalité, le ministre turc des Affaires étrangères, Fidan, a été assez explicite : il a dit que cela n'était pas destiné à s'en prendre à d'autres nations musulmanes, laissant entendre qu'il y avait une ou deux cibles : Israël, et peut-être les États-Unis.

#Glenn

Vraiment ? Donc, vous voyez ça, même aux États-Unis. Je pensais que, oui, s'en prendre à l'Iran paraissait très peu probable, tout simplement parce que, oui, les Saoudiens ne seraient probablement pas contre une forme de défense collective face à l'Iran. Mais les Pakistanais, je ne vois pas ça se produire. Et puis, pour la Turquie aussi, je supposais qu'ils avaient leurs propres motivations pour faire cela. Enfin, je ne le supposais pas, je sais qu'ils ont leurs propres motivations. Mais je me suis dit que, dans l'idéal, cela pourrait à l'avenir inclure l'Iran, afin d'en faire essentiellement une architecture de sécurité inclusive, qui cherche la sécurité avec ses membres, au lieu de s'inscrire dans cette politique des blocs.

Cela dit, s'ils voient les États-Unis, et leur position dans la région, s'affaiblir, on ne veut pas non plus qu'il y ait un vide trop important. Comme vous l'avez dit, cela pourrait être une tentative pour permettre, en substance, à quelque chose de nouveau d'arriver et de combler ce vide, afin d'éviter l'instabilité. Si c'est le cas, si c'est quelque chose destiné à remplacer les États-Unis en déclin, du moins leur présence dans la région, cela ne me surprendrait pas que les Iraniens y soient favorables. Mais pensez-vous que cela pourrait réellement être utilisé contre Israël ?

#Larry Johnson

Oui, eh bien, pour cette raison. Israël a directement menacé la Turquie et a essentiellement dit : « Quand nous en aurons fini avec l'Iran, nous viendrons pour vous. » Je ne pense pas que ce soit une

menace en l'air. Je ne pense pas que ce soit simplement des provocations gratuites. Ou du moins, les Turcs doivent le considérer comme une menace sérieuse. Alors maintenant, avec cet accord... Parce que sinon, la Turquie, vous savez, était laissée de côté. Ils se sont dit : « Eh bien, nous sommes un pays de l'OTAN. Si nous sommes attaqués par Israël, l'article 5 sera sûrement déclenché et les autres pays de l'OTAN viendront nous aider. » Et je pense qu'ils ont regardé autour d'eux et qu'ils ont compris que non, cela n'arriverait pas du tout. Donc, nous devons garantir un soutien pour nous-mêmes en tant que nation musulmane. Et en signant ce pacte avec le Pakistan et l'Arabie saoudite, la Turquie obtient, de fait, une sorte de capacité nucléaire de facto via le Pakistan. Et le Pakistan s'est engagé à protéger, à partager et à défendre la Turquie sur ce terrain-là. Cela fait donc entrer la situation dans un tout nouvel espace.

#Glenn

Oui, ce serait certainement une bonne idée pour la région. Vous savez, si vous ne voulez pas être des États de première ligne d'une puissance hégémonique en déclin, ce n'est pas une position idéale à occuper. C'est même une position très vulnérable, j'ajouterais. Mais je voulais vous demander : si les États-Unis décident maintenant de revenir à l'option militaire contre l'Iran, de lancer cette grande frappe dont Trump continue de menacer... Je veux dire, il oscille un peu entre : « Nous allons conclure un grand, formidable accord », et : « Nous allons réduire toute cette nation en cendres. » Donc, il va un peu dans un sens puis dans l'autre. Mais s'il voulait revenir à l'option militaire, je ne dis pas que ce serait logique, mais il l'a déjà fait. Même après le protocole d'accord, il a décidé de recommencer à attaquer l'Iran.

Ça n'avait pas beaucoup de sens à l'époque non plus, mais nous y voilà. Les intentions de Trump sont donc difficiles à évaluer, mais ses capacités sont plus faciles à cerner. Alors, quelle est la situation aujourd'hui aux États-Unis ? Parce qu'on entend beaucoup parler de stocks d'armes qui s'épuisent. Bien sûr, Trump menace de traquer et d'emprisonner quiconque avance cette affirmation, ce qui n'inspire pas vraiment confiance. Mais quelle est la situation aujourd'hui aux États-Unis ? Parce que cela n'affecte pas seulement l'Iran. Cela affecte aussi la guerre contre la Russie. Et si les États-Unis devaient réellement mener une guerre qui ne serait pas une guerre de choix, mais une guerre par nécessité, ils pourraient avoir besoin de ces armes. Alors, où en est-on ? Quelles options restent-elles ? Avec quoi reste-t-il possible de combattre l'Iran ?

#Larry Johnson

Oui, c'est ça le problème : la pénurie d'armes. À la fin de la semaine dernière, j'ai reçu des indications de militaires en service actif selon lesquelles, même si certaines cellules de planification et d'exécution avaient été mises en veille, elles semblaient reprendre du service. Et des gens qui pensaient avoir un long week-end de repos se disaient : « Oh mon Dieu, on y retourne. » Donc, il semblait qu'ils prévoyaient de lancer de nouvelles frappes. Aujourd'hui, je dirais que ce risque s'est

dissipé. Ça ne veut pas dire qu'il ne peut pas revenir rapidement. Mais pour l'instant, on ne voit pas le type d'activité qu'on observerait normalement si une action militaire était imminente. Voilà pour le premier point. Mais les États-Unis ont un problème de minéraux rares.

Soixante-dix-huit pour cent des armes que produit le département de la Défense dépendent de quatre minéraux spécifiques de terres rares, ainsi que du tungstène. Et qui contrôle ces terres rares, ces quatre minéraux et le tungstène ? La Chine. Et la Chine a imposé des restrictions à leur exportation à des fins militaires. Ce qui veut dire que, même si les États-Unis veulent fabriquer de nouvelles armes ou reconstituer les stocks de systèmes d'armes existants qui ont été épuisés, ils ne le peuvent pas. Ils ne le peuvent pas parce que la Chine contrôle désormais la chaîne d'approvisionnement et a dit : « Vous voulez fabriquer des armes que vous allez utiliser contre nous ? Nous ne sommes pas suicidaires. Non, ça n'arrivera pas. » Donc, ils ont mis fin à cela. Et c'est là le vrai décalage : les États-Unis n'ont jamais sécurisé leurs propres lignes d'approvisionnement, leurs chaînes d'approvisionnement, et ils en subissent maintenant les conséquences. En gros, ils sont pris en otage par la Chine.

#Glenn

Eh bien, je suis heureux que vous mentionniez la Chine, parce que si nous voyons maintenant la position des États-Unis dans la région s'affaiblir, il est difficile d'échapper à ce constat : il n'y a aucun moyen pour les États-Unis de retrouver leur position d'autrefois une fois que tout cela sera terminé. Quel sera le rôle de la Chine et, d'ailleurs, de la Russie ? Car je sais que toutes deux ont essayé d'adopter une approche plus équilibrée dans la région. C'est-à-dire, ne pas construire une politique de blocs. La Chine a effectivement poussé, il y a quelques années, à une amélioration des relations entre les Saoudiens et les Iraniens, simplement pour pouvoir travailler avec les deux parties avec moins de frictions.

Et effectivement, la Russie, après ses opérations militaires en Syrie, voit en quelque sorte certains avantages à ce que cela ait pris fin, parce que cela avait rendu les relations avec beaucoup d'États du Golfe plus difficiles. Donc maintenant, elle espère avoir davantage d'équilibre à l'avenir, c'est-à-dire travailler à la fois avec l'Iran et avec les États du Golfe. Maintenant que la position des États-Unis s'affaiblit, ils ne sont pas partis, mais on se prépare forcément à... Vous savez, on regarde dans quel sens souffle le vent, puis on commence à s'adapter. Comment voyez-vous les Chinois et les Russes, je suppose, s'adapter à ce nouvel environnement ? Parce qu'on ne sait toujours pas clairement où cela va mener, mais on sait que ce ne sera pas la même chose.

#Larry Johnson

Eh bien, nous avons déjà vu la Russie faire un pas dans cette direction. C'était hier, ou avant-hier, qu'il a rencontré à Moscou Ahmed al-Charaa, anciennement connu sous le nom d'al-Jolani, chef de Hayat Tahrir al-Cham et désormais président officiel de la Syrie. Les Syriens et les Russes y ont négocié un nouvel accord sur la présence russe et le contrôle des bases navales comme des bases

aériennes. Et la rencontre a semblé très cordiale, très amicale. Al-Charaa, qui était perçu comme un instrument de l'Occident, un instrument de la Turquie — ou de Türkiye — commence maintenant à élargir ses options. Il ne reste pas dans un seul couloir, à faire uniquement ce que les États-Unis lui demanderaient.

Vous avez donc cette évolution intéressante. La Chine reste fermement dans le camp de l'Iran, et aussi aux côtés de la Russie. En fait, il y a environ une heure, la Chine a publié une très ferme condamnation de la menace du gouvernement américain d'imposer de nouveaux droits de douane à des pays comme la Chine s'ils achètent du pétrole russe. Et elle dit : non, vous ne pouvez pas faire ça. Et si vous le faites, vous allez le payer. Ils riposteront. Les États-Unis se heurtent donc aujourd'hui très rapidement aux limites de leur pouvoir, en utilisant les sanctions et en pensant que, grâce au pétrodollar, ils peuvent contraindre ces autres pays.

C'est ce que la Chine et la Russie ont toutes deux clairement compris il y a quatre ans, juste après le début de l'opération militaire spéciale et l'imposition de sanctions occidentales supplémentaires, le gel des avoirs, le vol de l'argent qui se trouvait dans les banques occidentales. Elles ont compris qu'il fallait construire un système qui les protège de ce type de pression. Et c'est exactement ce qu'elles font. Et voici maintenant l'Iran. Les États-Unis essaient d'exercer une pression économique sur lui. Sauf que l'Iran est sorti de cette sphère où il dépendait totalement des marchés financiers américains. Il achète, avec les monnaies chinoise et russe, ce dont il a besoin.

Il accepte principalement des paiements en monnaie chinoise pour les biens qu'il vend. Et ses relations commerciales avec la Russie et la Chine — qui avaient soutenu les sanctions du JCPOA contre l'Iran — ont désormais fermement rejeté tout cela et continuent d'entretenir des relations économiques solides avec l'Iran. La Russie passe par la mer Caspienne. La Chine passe par le chemin de fer vers le Tadjikistan, par des liaisons aériennes depuis la Chine, ainsi que par le port au Pakistan. Puis, depuis ce port, des routes terrestres vont directement vers l'Iran. Donc, comme nous l'avons dit au début, Scott Bessent cherche désespérément à mettre l'Iran à genoux sur le plan économique. Mais l'Iran a aujourd'hui bien plus d'options qu'il n'en avait il y a deux ans.

#Glenn

Non, absolument. Et je pense que c'est l'erreur fondamentale, à la fois dans la guerre contre l'Iran et dans celle contre la Russie. Traditionnellement, l'intérêt de l'hégémon maritime a été de maintenir les grandes puissances d'Eurasie divisées. En Europe, historiquement, les Britanniques comme les Américains voulaient maintenir les Allemands et les Russes séparés, pour éviter qu'une puissance centrale capable de défier l'hégémon de la périphérie maritime ne se forme. Et puis, encore une fois, c'était la même logique chez Kissinger, qui voulait maintenir les Soviétiques et les Chinois séparés. Mais aujourd'hui, vous avez ces trois principaux contrepoids à la puissance américaine sur le continent eurasiatique : les Russes, les Chinois et les Iraniens, qui se rapprochent tous les uns des autres. On a vraiment l'impression que les historiens vont écrire longtemps sur la stupidité de tout cela. Mais un pays qui semble toutefois pousser encore plus loin dans cette direction, c'est l'Ukraine.

Autrement dit, pendant un temps, à en croire la rhétorique de Zelensky, mais aussi ses actions — notamment l'attaque d'un navire iranien et la mort de l'un de ses marins —, on a eu l'impression qu'il pouvait parier sur le fait de relier la guerre en Ukraine à la guerre contre l'Iran. Oui, cela créerait bien davantage de problèmes aux Ukrainiens s'ils se mettaient l'Iran à dos. Mais, d'un autre côté, si l'objectif principal de l'Ukraine pour sauver la situation est d'entraîner plus profondément les États-Unis dans la guerre, alors se proposer, en substance, comme un supplétif américain contre l'Iran serait très bien accueilli. Et là encore, ce corridor entre la Russie et l'Iran passe aussi largement par la mer Caspienne. L'Ukraine a donc certaines capacités. Enfin, c'est désormais la base de lancement de l'OTAN contre la Russie. Pensez-vous que cela va retomber, ou bien y a-t-il toujours un risque que ces deux guerres fusionnent en une seule grande guerre ?

#Larry Johnson

Eh bien, d'une certaine manière, je dirais qu'ils ont déjà fusionné, en ce qui concerne l'utilisation des systèmes d'armes américains sur les deux théâtres, et la découverte que les États-Unis disposent de réserves d'armes très, très limitées. Je suis quasiment certain que ni les Russes ni les Chinois n'avaient anticipé que les stocks américains étaient aussi fragiles, aussi vulnérables à l'épuisement. Or, c'est bien ce qui est apparu. Je pense donc que les Russes comme les Chinois supposaient que les États-Unis avaient une profondeur stratégique bien plus importante. Et ce que la combinaison de la guerre en Ukraine et de la guerre en Iran a révélé, ce sont les énormes limites des États-Unis sur le plan militaire. Ils n'ont pas la capacité industrielle qu'ils avaient autrefois, et que la Russie et la Chine possèdent, pour reconstituer leurs munitions.

En fait, ce que cela a révélé, c'est que les États-Unis sont si vulnérables, si dépendants de la Chine et, dans une moindre mesure, de la Russie, qu'ils ne peuvent pas agir de manière indépendante. C'est une puissance dépendante. Je pense donc que c'est l'un des aspects qui ont surpris : les deux théâtres se sont retrouvés intégrés. Mais nous avons maintenant vu que, du côté russe, ils ont considérablement intensifié leur offensive. Ils attaquent depuis les airs, avec des missiles, des missiles de croisière, des drones et des bombes, des cibles essentielles à Kyiv et dans d'autres régions d'Ukraine. Mais ils ont aussi fermé la mer Noire. Ils ont donc, de fait, instauré un blocus de l'Ukraine. Son seul accès aux approvisionnements essentiels se fera par voie terrestre, via la Hongrie, la Roumanie et la Pologne.

Et franchement, cela rend ces livraisons encore plus vulnérables, du point de vue russe, à l'emploi de drones contre elles et, si nécessaire, de missiles balistiques à courte portée. Et puis, il y a la façon dont la Russie a lancé son offensive terrestre contre l'Ukraine. Donc, dans les deux situations, qu'on parle de l'Ukraine ou de l'Iran, les États-Unis ne sont pas confrontés à une situation où ils auraient de bonnes options militaires claires, du type : d'accord, on peut faire ceci et peut-être arrêter les Russes ou arrêter les Iraniens. Non. Dans les deux cas, ils n'ont aucune option viable. Et je pense que c'est cela qui a été le plus grand choc, à la fois pour l'establishment militaire et pour les dirigeants politiques.

#Glenn

Je suppose que, sur le sujet des erreurs de calcul catastrophiques, et maintenant que les Russes passent à la vitesse supérieure de manière très importante, il est apparu que, eh bien, au Kremlin, Poutine subit depuis quatre ans et demi de fortes pressions pour instaurer un blocus de l'Ukraine. Ce port, et surtout Odessa, qui est si important pour maintenir l'Ukraine à flot, est aussi extrêmement vulnérable. Mais, comme nous le savons, l'Inde et d'autres pays du Sud global ont fait beaucoup de pression sur Poutine pour qu'il ne perturbe pas le commerce international, en particulier les produits agricoles, qui dépendent fortement de leurs exportations via ces ports ukrainiens. Mais cela a longtemps provoqué beaucoup de, disons, frustration en Russie : pourquoi est-ce que vous ne le faites pas ?

Donc, mais, vous savez, Poutine doit prendre en compte tous ses... enfin, il y a beaucoup d'éléments à mettre en balance. Mais ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est que l'Ukraine, vous savez, soutenue par l'OTAN, a lancé cette campagne massive contre la Russie, une campagne de frappes en profondeur qui dure depuis quarante jours. Et encore une fois, je me souviens que tous nos médias se réjouissaient de voir tous ces navires civils russes attaqués dans la mer d'Azov et en mer Noire. Soudainement, toute cette pression et toute cette retenue imposées à Poutine ont disparu. Enfin, vous imaginez le ministre indien des Affaires étrangères appeler la Russie pour dire : « Oh non, ne ripostez pas » ? Il n'y a plus aucune pression. Et nous voyons maintenant cette réponse brutale. Et, encore une fois, le bombardement de Kiev est assez impitoyable. Mais le blocus d'Odessa, lui, est... est assez paralysant.

Je veux dire, pas seulement l'armée, parce qu'ils font transiter beaucoup d'armes par ces ports — pardon, beaucoup d'armes — mais aussi l'économie. Ça va être une catastrophe. Et tout ça arrive à l'approche de l'hiver, avec tous les problèmes énergétiques. Je veux dire, la liste est interminable. Mais maintenant, on voit venir de Turquie des propositions du genre : faisons simplement un cessez-le-feu, ou ouvrons un autre corridor céréalier, une petite route à la fois pour les Russes et une autre pour les Ukrainiens, qu'on ne devrait pas attaquer. Je remarque qu'il y a toujours des appels à des solutions diplomatiques quand les choses tournent mal pour l'OTAN. Mais pensez-vous que ce soit possible ? Parce que les Ukrainiens comme les Russes bénéficieraient de l'ouverture de ces routes. Oui.

#Larry Johnson

Non, non, la Russie en a fini de jouer les gentils. Vous savez, je vais remonter un peu avant votre époque, mais le musicien rock Alice Cooper avait une chanson, « No More Mr. Nice Guy ». Ce sera l'hymne de la Russie : plus de Monsieur Gentil, plus de Monsieur Propre. Ils ne vont accorder à l'Ukraine pas la moindre concession. Ils vont maintenir la pression, avec une intensité accrue chaque jour qui passe. Et ils vont détruire de plus en plus d'infrastructures. Ils vont veiller à ce que l'électricité ne revienne pas cet hiver. Vous savez, il y a un moyen d'en finir maintenant.

Et franchement, la seule raison pour laquelle ils n'ont pas agi plus tôt contre Odessa et fermé la mer Noire, c'est que, vous savez, Poutine reste attaché aux accords. Bon, on s'était mis d'accord avec l'ONU pour les laisser passer. Mais maintenant, ils ont dit : « Non, c'est fini. On en a fini de jouer les gentils. » Et je pense que c'est une menace qui a terrifié les Ukrainiens, parce que maintenant, ils ont réellement perdu une voie majeure, à la fois pour faire sortir de l'argent volé à l'étranger, et pour recevoir l'aide étrangère, les systèmes d'armes, ainsi que de la nourriture venue de l'étranger. Donc, ça change la donne.

#Glenn

Oui, enfin, si j'étais assis au Kremlin, ma principale inquiétude après ces quatre ans et demi, ce serait la maîtrise de l'escalade qui a été, de fait, cédée à l'OTAN. C'est-à-dire qu'ils peuvent apparemment escalader sans aucune riposte de la Russie. Ils ne craignent aucune... Oui, donc la dissuasion s'est érodée. L'OTAN, de toute évidence, ne craint plus la Russie aujourd'hui. Et puis il y a aussi cette maîtrise de l'escalade, au sens où, soudainement, on suggère : bon, faisons simplement une campagne de quarante jours contre la Russie, bombardons chaque jour des cibles civiles loin à l'arrière. On regarde les médias, et certains se réjouissent qu'un autre entrepôt Wildberries ait été détruit.

Et puis, bien sûr, les représailles russes commencent, les choses tournent mal. Mais là, soudainement, on entend : oui, la diplomatie, mettons-y fin. Ça ne s'est pas passé comme on le voulait. Si les Russes acceptent ça, ils disent essentiellement à l'OTAN et à l'Ukraine : d'accord, si vous décidez d'escalader quand vous le voulez, alors vous pouvez aussi décider du moment où nous désescaladons. Je veux dire, si vous donnez ce pouvoir à votre adversaire, pourquoi ferait-il preuve de retenue ? Et je pense que les Iraniens sont arrivés à la même conclusion. Pourquoi les Américains devraient-ils décider du moment où nous escaladons, du moment où nous désescaladons ? Pourquoi ne pourrions-nous pas frapper la Jordanie ? Mais vous pensez que c'est un peu ce calcul-là ? Parce que je ne sais pas. J'ai le sentiment que quelque chose change, à la fois en Iran et en Russie.

#Larry Johnson

Oui, en fait, on peut le soutenir. Les éléments les plus durs dictent désormais la politique. Ou, vous savez, Lavrov, en fait, a été virulent dans ses critiques contre les États-Unis. Donc, militairement, ils vont écraser l'Ukraine. Puis ils ont dit aux Américains : « Restez à l'écart. Sortez de Kiev. Si vous restez à Kiev, vous risquez de mourir. » Et c'est la même chose que ce qu'on voit avec l'Iran, avec Rezaei, vous savez, le général de division qui a été l'un des premiers... Vous savez, c'était un commandant très jeune du commandement des gardiens de la révolution iranienne, en 1981, 1982. Et je peux m'identifier à lui.

Il a mon âge, donc il a soixante et onze ans. Moi, je soutiens que je n'ai pas l'air aussi abîmé que lui. Lui, on dirait qu'il a été monté à rude épreuve et remisé tout mouillé. Mais malgré tout, il est très ferme : « Nous n'allons pas négocier juste pour négocier. Et si nous négocions, les États-Unis

devront présenter des conditions concrètes, sinon nous perdons notre temps. » Et c'est là que, vous savez, l'Iran en est aujourd'hui. Ils sont prêts à se battre si cela doit arriver. Ils sont prêts à négocier si les États-Unis sont sérieux. Mais jusqu'à présent, ils n'ont vu aucun signe indiquant que les États-Unis le sont.

#Glenn

Non, c'est... enfin, je suppose que c'est aussi un problème du côté européen. Ils ne parlent jamais de paix. Ils parlent de vaincre la Russie. C'est devenu, en substance, la nouvelle définition de la paix. Mais pour les États-Unis, voyez-vous de nouveaux efforts de dernière minute pour négocier ? Parce que, là encore, les Européens voulaient vraiment mettre fin à toutes les discussions après Anchorage. Et ils ont très fortement défendu auprès de Trump l'idée que, bon, vous savez, il faudrait modifier un peu le rapport de force sur le terrain. En substance, laisser parler votre Biden intérieur, affaiblir les Russes, obtenir un meilleur accord, et, au fond, entraîner plus profondément les États-Unis dans cette guerre.

Mais on dirait que Trump y a cru, vous savez, à toute cette campagne médiatique du genre : « le vent a tourné ». Et on a même vu Marco Rubio soutenir que, vous savez, avec les frappes en profondeur en Russie, les choses ont changé maintenant, et que peut-être la Russie sera plus flexible à l'avenir. Eh bien, maintenant que l'Ukraine est dévastée par cette nouvelle campagne impitoyable du côté russe, on voit soudainement des discussions : « Bon, peut-être qu'on devrait reprendre les pourparlers avec les Russes. Apparemment, il est temps. » Alors, comment pensez-vous que les Russes vont les accueillir cette fois-ci ? Parce que, d'après ce qui me remonte de Moscou, ils considèrent désormais toutes les discussions d'Anchorage aussi sérieusement que le protocole d'accord avec l'Iran. Ce n'est tout simplement pas de la vraie diplomatie. Ce ne sont que des tactiques pour obtenir une pause quand on le veut, vous savez.

#Larry Johnson

Voilà. Des informations venues du Pakistan affirment que les États-Unis et l'Iran seraient parvenus à une sorte d'accord. Bon, on verra. J'ai déjà entendu ça auparavant, et puis, au final, il n'y avait rien de concret. À mon avis, les sacrifices, les concessions que Trump devrait faire pour conclure un accord avec l'Iran seraient trop lourds, trop coûteux pour lui. Et pour une autre raison : sa propre fierté. Il lui serait très difficile de faire ça. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne le fera pas. Parce que je pense qu'un autre élément — et nous l'avons évoqué plus tôt —, c'est la situation économique mondiale. Elle se dégrade.

Et à mesure que la situation empire, les perspectives des États-Unis se dégradent. Et Trump a les élections de mi-mandat en ligne de mire, dans deux mois et demi. Il ne peut pas se permettre qu'un chalumeau économique se mette à ravager les États-Unis. Ça réduirait tout en cendres. Mais franchement, ce risque est là. Et je pense qu'il inquiète la Maison-Blanche et le secrétaire au Trésor. Pendant ce temps, aussi bien en Russie qu'en Iran, ce sont ceux qui défendent une ligne ferme et

dure dont la voix se fait entendre. Pas ceux qui prônent une quelconque concession ou qui disent : « Allons-y doucement. » Non, aucune concession. Il faut aller jusqu'au bout. Obtenir la victoire.

#Glenn

Je vois sans cesse ces journalistes tellement surpris que les Iraniens semblent si intransigeants, maintenant. On aurait pu penser qu'ils seraient plus conciliants après tous ces bombardements. On retrouve la même rhétorique contre la Russie. « Oh, on dirait que la Russie ne veut pas la paix. Regardez avec quelle brutalité elle répond. » C'est comme s'ils avaient fini par croire à leur propre propagande : que, vous savez, si nous menons suffisamment de frappes en profondeur contre la Russie, alors, d'une manière ou d'une autre, elle deviendra plus conciliante plutôt que moins. Et je ne crois pas qu'ils mesurent que tous ces discours présentant l'Iran comme étant contrôlé par, vous savez, des radicaux mollahs, ou Poutine comme un dictateur...

Je ne pense pas qu'ils mesurent les dynamiques internes dans ces États. Comme vous le dites, les faucons, si l'on veut, ceux qui réclament une ligne plus dure contre les États-Unis et l'Occident, se voient donner raison encore et encore : c'est de l'agression, il n'y a pas de voie diplomatique, tout n'est que tromperie, et la seule chose qui apportera la paix, c'est la victoire et l'humiliation de l'adversaire. Je veux dire, c'est un signal terrible à envoyer, mais il semble que ce soit ce que nous faisons en ce moment. Enfin bref, avez-vous une dernière réflexion avant qu'on termine ?

#Larry Johnson

Oui, il faut surveiller de près l'actualité économique, parce que je pense que c'est vraiment là que tout va se jouer. Cela pourrait soit pousser à prendre rapidement une décision, soit conduire à une nouvelle escalade des combats.

#Glenn

Oui, une catastrophe est clairement imminente. Donc, eh bien, merci comme toujours, et j'espère vous revoir bientôt.

#Larry Johnson

Très bien, mon ami, et désolé pour la confusion tout à l'heure. J'espère que ça ne se reproduira plus.